

A NOUS LES BANQUES !



NON nous ne vivons pas au dessus de nos moyens

NON ce n'est pas l'excès de dépenses publiques qui est à l'origine de la dette

NON les déficits et la dette publique ne sont pas des problèmes en soi quand ils financent des investissements utiles au plan social et écologique, et s'ils sont financés à des conditions raisonnables, ils sont légitimes et préparent l'avenir

OUI la dette publique devient un problème quand elle est aux mains des marchés financiers. La dette publique est utilisée par les « marchés » pour imposer la destruction des services publics et détourner la richesse vers les rentiers.

NON le budget d'un Etat n'est pas comme celui d'une famille : un Etat décide du montant de ses recettes et de ses dépenses.

OUI il y a des alternatives à la Politique néo-libérale : Il faut changer complètement les politiques économiques, mener une lutte efficace contre l'évasion et la fraude fiscales, mener une réforme fiscale qui touche les hauts revenus et les dividendes, désarmer les marchés financiers par des taxes et des réglementations, faire des investissements massifs pour l'environnement et l'emploi, réformer la Banque Centrale Européenne pour qu'elle puisse prêter aux États à un taux inférieur ou égal à celui qu'elle consent aux banques privées...

CITOYENS, EXIGEONS UNE JUSTE REPARTITION DES RICHESSES

CITOYENS, EXIGEONS LA CASSE DE LA FINANCE NEO-LIBERALE :

- Réformons les statuts de la Banque Centrale Européenne et le traité de Lisbonne
- Socialisons des banques en les plaçant sous contrôle de la société, pour qu'elles financent des activités utiles socialement et écologiquement
- Socialisons le crédit en instaurant un contrôle des banques par les salariés, les élus locaux, les associations, les entrepreneurs...
- Séparons les banques de dépôts (des ménages et des entreprises) des banques spéculatives
- Maintenons des taux d'intérêt quasi nuls : en menant pendant une longue période (30 ou 40 ans) une politique de crédit bon marché notamment pour favoriser les transitions vers une économie plus respectueuse de l'environnement
- Taxons les Transactions Financières, sur tous les échanges à un taux de 0,1 % dont le produit servira à financer les Biens Publics Mondiaux et non à rembourser la dette, donc la finance.



AU DELA DES ELECTIONS QUELS QUE SOIENT LEURS RESULTATS, LA MOBILISATION CITOYENNE DOIT SE CONSTRUIRE ET SE DEVELOPPER

Signataires

Associations : ATTAC-Artois, Politis 62,

Syndicats : Confédération Paysanne 59-62, FSU 62, ULCGT, Solidaires Arras, Sudétudiant

Partis politiques soutenant l'action : PCF Arras, PG, EELV

Contact : cac62@audit-citoyen.org

PROCHAINE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
du collectif «Pour un audit citoyen de la dette publique »
mercredi 11 avril à 18H30
à la Maison des Sociétés